

OCTOBRE 2026

RECHERCHES PUBLIÉES

—
2023-2026



INSTITUT
ROBERT BADINTER
Études et recherches
sur le droit et la justice

Recherches publiées par l'Institut Robert Badinter



2023 – 2026

2026

- **Un (im)possible salariat ? Analyse sociojuridique des luttes judiciaires autour de la qualification du travail sur les plateformes numériques en France (2014-2025) (21.31, Septembre 2026)**
Sarah ABDELNOUR



Ce rapport recense et analyse les décisions judiciaires (2014-juillet 2025) dans lesquelles le statut des travailleurs des plateformes est discuté, ainsi que les conditions de production des jugements. Par une approche interdisciplinaire (droit et sociologie), il dépasse les seules affaires médiatisées et met au jour un contentieux plus diffus. Malgré une jurisprudence constante de la Cour de cassation en faveur de la requalification en salariat (transport et livraison), les décisions d'appel restent hétérogènes (56 % de non-requalification sur les 153 décisions d'appel de la base exhaustive de 2014 à juillet 2024), notamment du fait de résistances au sein de certaines formations, surtout à la cour d'appel de Paris.

- **Expériences de la Prison et Réinsertion Sociale à la Sortie (ExPreSS). Premiers résultats d'une enquête quantitative auprès de jeunes hommes sortants de trois maisons d'arrêt (22.46, Septembre 2026)**
Aline DESESQUELLES, Roméo FONTAINE



Depuis plus de vingt ans, l'augmentation des effectifs incarcérés s'accompagne d'une hausse des flux de sortants. Au 1er janvier 2024, 74 618 personnes étaient détenues dans un établissement pénitentiaire français (hors collectivités d'outremer). Au cours de cette année, la levée d'écrou de 64 000 personnes a été prononcée. Que sait-on de ces sortants qui, ayant retrouvé leur liberté, vont se réinsérer dans la société ? Et de fait, y parviennent-ils ? Comment la prison affecte-t-elle les vies de ces hommes et de ces femmes ? Dans quelle mesure le temps de la détention a-t-il permis de résoudre certaines difficultés qui, parfois, ont pu conduire à l'incarcération ? Qu'est ce qui en revanche n'a pas changé ou s'est dégradé ?

- **Les outils d'aide à la décision et les modes de règlement des différends en matière de dommage corporel Évolutions des droits français et étrangers. Perception des avocat-es français-es (22.08, Septembre 2026)**
Vincent RIVOLLIÉ



La recherche vise à mettre à l'épreuve le postulat d'un lien entre l'existence de barèmes, ou d'autres outils d'aide à la décision, et le recours à un règlement non juridictionnel. Ainsi, il s'agit d'apprécier si l'hypothèse régulièrement avancée par les autorités publiques selon laquelle la mise à disposition d'outils d'aide à la décision uniformes à l'échelle nationale favoriserait la résolution extrajudictionnelle se vérifie empiriquement. Le domaine du droit choisi est celui de la réparation du dommage corporel. La méthode retenue est celle d'entretiens semi-directifs auprès d'avocat-es, ayant des niveaux d'expertise variables dans ce domaine, issu-es de droit trois barreaux différents.

- **Les émeutes urbaines de l'été 2023. Analyses sociologiques (23.95, Juin 2026)**
CESDIP



En réponse à une demande formulée au 31 juillet 2023 par les ministres de l'enseignement supérieur et de la recherche, de l'intérieur et de la justice, une équipe du CESDIP a mené une recherche en vue de : déterminer les caractéristiques socio-démographiques des acteurs des émeutes de l'été 2023 et d'étudier les motivations des personnes concernées, leurs rapports aux institutions, ainsi que les raisons de leur engagement dans les violences.

- **La justice d'asile : entre crise et routine de crise. Une ethnographie de la Cour nationale du droit d'asile (21.42, Juin 2026)**
Sara DEZALAY, Sharon WEILL



Ce rapport analyse les transformations contemporaines de la justice de l'asile à partir d'une enquête empirique approfondie menée au sein de la Cour nationale du droit d'asile (CNDA). Il s'inscrit dans un contexte où l'asile est durablement appréhendé à travers le prisme de la « crise » – crise migratoire, crise de l'accueil, crise institutionnelle – et propose de déplacer le regard en analysant la crise non comme un événement exceptionnel, mais comme une modalité ordinaire de fonctionnement des institutions judiciaires.

- **Covid, Acceptabilité et Libertés (CovALib) (21.41, Juin 2026)**
Béatrice MILARD, Xavier BIOY et Catherine GINESTET

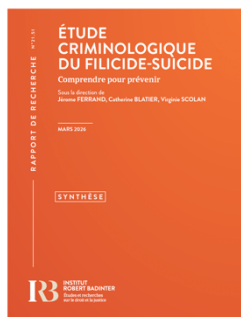


La pandémie de Covid-19 a donné lieu à une multiplication de normes juridiques formulées au regard des impératifs de protection de la santé publique.

Conçues dans l'urgence, ces règles ont restreint des libertés fondamentales, suscitant des réactions sur leur mise en œuvre et leur légitimité. L'objectif de ce rapport est de comprendre les logiques de conformité, d'adhésion, de contournement ou de contestation qui en ont résulté, en croisant approches juridiques et de sciences sociales. L'acceptabilité de ces règles, distincte de leur acceptation, est envisagée comme un processus contextualisé, dynamique et toujours négocié dont il s'agit de comprendre les ressorts, tant sociaux que juridiques. Pour ce faire, le rapport interroge les conditions dans lesquelles les règles ont été comprises, appropriées ou contestées, ainsi que les mécanismes juridiques, politiques et sociaux à l'œuvre dans leur élaboration, leur mise en œuvre et leur évaluation.

- **Étude criminologique du filicide-suicide. Comprendre pour prévenir (21.51, Mars 2026)**

Jérôme FERRAND, Catherine BLATIER et Virginie SCOLAN



Inscrit dans le contexte national de lutte contre les violences intrafamiliales, l'étude criminologique du filicide-suicide (à savoir le meurtre d'un ou plusieurs enfants d'une même fratrie par un de leur parent avant son propre suicide) propose, à partir des données recueillies dans les instituts médico-légaux et les tribunaux judiciaires et sous l'angle de la criminologie, une analyse de ce phénomène social encore peu connu et reconnu.

- **La défaillance économique. La définition d'une notion malléable pour une prise en charge effective (21.47, Mars 2026)**
Bertille GHANDOUR



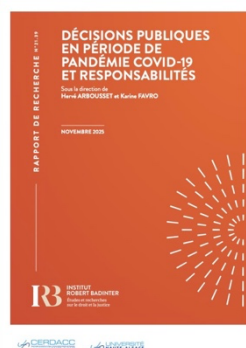
La recherche redéfinit la défaillance économique comme un processus multidimensionnel et évolutif en amont de l'insolvabilité, elle critique le centrage du droit français sur la cessation des paiements et recommande la détection des « signaux faibles », la simplification et la coordination des outils amiables, l'usage d'outils prédictifs numériques, la valorisation du capital humain, l'intégration des critères RSE/ESG et la promotion d'une culture de rebond.

- **Mise en œuvre du droit de l'urbanisme à l'ère du Zéro artificialisation nette : rupture ou continuité de l'action publique (22.45, Mars 2026)**
Pierre CHASSÉ et Fanny GUILLET



Le rapport analyse l'ampleur des changements induits par la mise en œuvre du droit de l'urbanisme à l'ère du « Zéro artificialisation nette » (ZAN) et interroge la capacité des acteurs territoriaux à transformer leurs modèles de développement. Il montre ainsi une judiciarisation croissante qui contribue à renforcer le rôle du juge administratif dans l'élaboration des projets de territoires mais aussi celui des services de l'État. Malgré les tensions suscitées par les recours et les annulations, le ZAN n'empêche pas une plus grande sobriété foncière dans les territoires ruraux.

- **Décisions publiques en période de pandémie COVID-19 et responsabilités (21.39, Mars 2026)**
Hervé ARBOUSSET et Karine FAVRO



À partir d'une approche pluridisciplinaire en droit et sciences de gestion, le rapport analyse la décision publique nationale et locale prise au cours de la pandémie Covid-19. Le rapport montre ainsi, d'une part, une recentralisation du pouvoir pour gagner en efficacité et ainsi une réaffirmation de l'autorité centrale, notamment sanitaire, laquelle administre également à l'échelle locale et, d'autre part, une difficile articulation verticale et horizontale des processus de prises de souvent empiriques, voire intuitifs.

- **Mettre par écrit les coutumes, Constitution d'une base internationale de données sur les droits coutumiers (22.09, Mars 2026)**
Sylvain SOLEIL, Nicolas CORNU-THÉNARD et Jean-Philippe HIAS



Plusieurs dizaines de milliers d'ensembles coutumiers se sont développés sur tous les continents et, pour certains continuent à s'appliquer, en marge du système juridique moderne (Asie, Océanie, Afrique, Amérique). Par nature oraux et évolutifs, ces ensembles coutumiers ont été partiellement mis par écrit afin d'en connaître le contenu, de les étudier et de les comparer ; ils ont été publiés dans leur langue officielle de promulgation et traduits en français, anglais et espagnol et sont accessibles en ligne.

- **Justice sans audience. Étude d'impact sur les justiciables et les professionnels du droit (21.43, Novembre 2025)**

Aurélien BERGEAUD-WETTERWALD et Anaïs DANET



Bien que ses fonctions diffèrent selon la nature écrite ou orale de la procédure, l'audience est historiquement et ontologiquement associée au procès et à tout ce qui symbolise la Justice. Cependant, malgré cet ancrage, l'audience n'est plus un espace-temps sacré puisque sa suppression est désormais admise à la faveur de procédures civiles ou pénales entièrement écrites, donnant lieu à un jugement sur dossier et donc sans audience. Prenant acte de ce nouveau paradigme, le rapport évalue les conséquences de la suppression de la phase d'audience sur l'ensemble des acteurs du procès.

- **Les métiers d'assistance à la fonction juridictionnelle. Les exemples de l'Allemagne, de la Belgique, de l'Italie et la Roumanie, comparés au système français (24.85, Novembre 2025)**

Didier CHOLET



L'étude compare les métiers d'assistance à la fonction juridictionnelle en France et dans quatre pays européens (Allemagne, Belgique, Italie et Roumanie). Elle montre que les modèles varient (statut, missions, pérennité) et recommande de s'inspirer du référentiel belge pour structurer ces professions et d'envisager la création d'un greffier juridictionnel.

- **Les énergies renouvelables « en procès » : de la contestation à l'acceptation**
(21.48, Juin 2025)
Magali DREYFUS



Reposant sur une approche pluridisciplinaire (droit, sociologie et science politique), le rapport analyse à partir des décisions des juridictions administratives les contestations aux installations d'énergie renouvelable (EnR) – l'éolien, la méthanisation, le photovoltaïque, l'hydroélectricité dans les Hauts-de-France – et interroge l'usage stratégique du droit dans ces contentieux.

- **Le contrôle de la recherche d'emploi : normes, agents, contentieux (2008-2024)**
(22.27, Juin 2025)
Laure CAMAJI, Claire VIVÈS



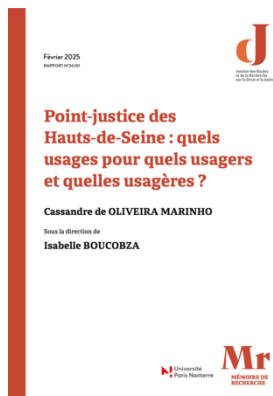
La recherche prend pour objet le contrôle de la recherche d'emploi dans ses différentes dimensions politiques, administratives, réglementaires et judiciaires, à l'appui d'une méthodologie pluridisciplinaire combinant sociologie, science politique et droit. Trois principaux résultats émergent de ce travail.

- **La participation des individus à l'enquête en droit international à travers les réseaux sociaux**
(21.53, Juin 2025)
Sarah JAMAL, Marie OBIDZINSKI



Partant du constat d'une évolution de l'enquête en matière de crimes de droit international par le recours aux informations issues des réseaux sociaux, cette recherche a eu pour but d'identifier l'utilisation de ces preuves et les défis qu'elles soulèvent au travers des prismes juridique et économique. Après avoir proposé une définition de la preuve issue des réseaux sociaux, la recherche identifie les différents emplois de cette preuve ainsi que son importance dans les enquêtes (de son recueil à sa présentation). Elle rend compte ensuite des défis que cette preuve soulève.

- **Point-justice des Hauts-de-Seine : quels usages pour quel·les usager·es ? (MR01, Mai 2025)**
Cassandra de OLIVEIRA MARINHO



Le mémoire montre que les usagers des Points-justice, bien que résidant quasi exclusivement au sein du département des Hauts-de-Seine, ne représentent pas l'hétérogénéité sociale du territoire. Les femmes et les personnes précaires économiquement semblent surreprésentées. Parallèlement, les domaines juridiques ainsi que les types d'aide sollicités apparaissent multiples et particulièrement liés à la demande d'une meilleure effectivité des droits sociaux. L'enquête empirique a permis de constater certaines des limites de la politique d'aide à l'accès au droit dans les Hauts-de-Seine. Souvent, le nombre insuffisant de permanences, leur logique de non-suivi des usagers ainsi que leur proximité uniquement géographique viennent s'opposer aux ambitions institutionnelles d'un accès universel au droit.

- **Expériences pandémiques du droit et de la justice. L'urgence sanitaire dans la rue, au travail et au foyer (EXPANDROIT) (22.05, Mai 2025)**
Emilie BILAND, Cyrine GARDES, Jérôme PÉLISSE



La recherche analyse les appropriations, variables et inégales, du droit pandémique défini comme l'ensemble des règles juridiques prises pour réduire le risque sanitaire et adapter les formes de la régulation sociale au contexte de crise. En partant des tensions, injustices et conflits qu'il a occasionné dans trois mondes sociaux centraux pour l'exercice du pouvoir et l'intégration sociale – l'espace public, la vie professionnelle et la vie privée –, la recherche montre que les organisations et les personnes se sont réinventées face aux contraintes, en intégrant le droit, en l'accommodant voire en le contestant.

- **Une approche multi-niveau du travail détaché. De la Commission européenne au plombier polonais (19.27, Avril 2025)**
Pierre-Édouard WEILL



Le travail détaché est un enjeu socioéconomique et juridique d'ampleur au cœur des débats contemporains sur la crise de la construction de l'Union européenne (UE). Cette expression désigne communément le détachement d'un salarié d'une entreprise d'un État membre vers une entreprise d'un autre État membre, lequel demeure affilié au régime de sécurité sociale du pays d'origine. Cette recherche déploie une approche multi-niveau de la régulation du détachement de salarié, forme majeure et controversée d'eupéanisation du marché du travail.

- **Le conflit d'intérêts : une notion sans transparence ? Acteurs, doctrines et pratiques de la régulation déontologique dans les mondes du droit et de la justice (20.22, Avril 2025)**
Antoine VAUCHEZ



Visant à saisir cet espace émergent de pratiques professionnelles et institutionnelles et à prendre la mesure de la politique du conflit d'intérêts qui se fait ainsi jour, cette enquête suit une double voie au cœur des mondes du droit et de la justice. La première, historique et sociologique, interroge l'émergence d'un espace de pratiques déontologiques et fait apparaître la diversité des usages faits des dispositifs (obligations déclaratives, chartes, collèges déontologiques, etc.) par ceux qui occupent ces nouvelles positions de déontologues, dans la magistrature, au sein du Conseil d'État ou encore dans la profession d'avocat. La seconde, casuistique et normative, repart de situations et de cas de cumuls public-public ou public-privé, qu'ils soient synchroniques ou diachroniques, tels qu'ils ont pu être documentés dans la presse pour le cas des membres du Conseil d'État.

- **La transformation écologique du droit économique (21.19, Mars 2025)**
Aude-Solveig EPSTEIN



Face aux défis écologiques actuels, le rapport montre qu'une transformation audacieuse mais pragmatique du droit économique est indispensable. À côté des réflexions importantes qui ont été menées ces dernières décennies sur la réorganisation de l'État en réponse à l'effondrement des écosystèmes, une réflexion s'est imposée sur la transformation écologique de l'économie. L'ambition de cette recherche : faire advenir aujourd'hui une « économie de droit », comme on a, hier, bâti un État de droit, ce qui implique un véritable tournant écologique du droit économique.

- **Droit et intelligence artificielle. Quelle régulation du marché pour des outils de justice prévisionnelle dignes de confiance ? (20.21, Février 2025)**
Aurore HYDE, Agnès DELABORDE



La recherche s'intéresse à la régulation des outils de justice prévisionnelle. Techniquement, ces outils sont des applications informatiques utilisant des technologies plus ou moins avancées en matière d'apprentissage machine (machine learning) et de traitement du langage naturel (Natural Language Processing) pour analyser un grand volume de décisions antérieures. Ces technologies sont utilisées dans le but de reproduire, par la machine, le travail de dépouillement des décisions judiciaires qu'une personne humaine aurait pu faire, dans une moindre mesure, pour effectuer un gigantesque travail de tri et d'analyse de leur texte.

- **Le droit d'accès à la justice environnementale des peuples et communautés autochtones (21.23, Février 2025)**
Victoria CHIU



Le rapport interroge le droit d'accès des peuples et des communautés autochtones à la justice environnementale, comment le droit d'accès au juge a été adapté en matière environnementale et quelles sont les spécificités des juridictions, des recours, des procédures qui permettent aux peuples autochtones de défendre leurs droits environnementaux de manière effective et efficace afin d'obtenir une réparation juste et équitable en cas d'atteinte à leurs droits. Il ressort de l'analyse que ce droit d'accès implique d'une part, de garantir à ces peuples un droit d'accès à l'information et à la participation, seul à même de leur permettre de pouvoir remettre en question des décisions qui, selon eux, n'auraient pas pris en compte leurs droits et intérêts.

- **Pratiques et principes de l'enquête pénale à l'épreuve des nouvelles technologies d'investigation et de surveillance. (20.48, Février 2025)**
Florence BELLIVIER, Juliette TRICOT



A l'origine de la recherche, on trouve la tentative du législateur de systématiser l'encadrement des nouvelles technologies d'investigation et de surveillance (NTIS) dans le contexte de l'enquête pénale par l'élaboration de la catégorie des « autres techniques spéciales d'enquête » de l'article 706-95-11 du Code de procédure pénale. Pourtant, en tirant ce mince fil, est d'emblée apparu un double obstacle : la catégorie ne couvre pas toutes les mesures qui pourraient être qualifiées de NTIS ; elle ne prend pas en compte le fait que ces technologies sont également utilisées à l'extérieur de la procédure pénale, à des fins de protection de la sécurité nationale.

- **La vulnérabilité, nouvel outil pour la promotion de l'effectivité des droits fondamentaux ? (21.30, Février 2025)**
Laurence GAY, Laura MONTANARI, Caterina SEVERINO



Étude comparative de la jurisprudence des Cours européennes et des Cours nationales françaises et italiennes

La vulnérabilité apparaît comme une notion en vogue, dont l'usage s'est imposé dans presque toutes les sciences humaines et sociales. Dans le champ juridique, le terme est employé aussi bien par le législateur que par les juges : l'identification d'une situation de vulnérabilité leur sert à pointer un risque d'exclusion du bénéfice des droits fondamentaux, et manifeste la volonté subséquente d'en garantir la jouissance effective. À ce jour, toutefois, le thème a fait l'objet de travaux doctrinaux essentiellement ciblés, par juridiction ou par branche du droit. Or, la montée en puissance de ce paradigme, bien au-delà des frontières hexagonales, appelle une approche globale, qui permette d'éprouver cette fonction de garantie de l'effectivité des droits fondamentaux.

- **Défaillances économiques des cafetiers, hôteliers et restaurateurs : prises en charges institutionnelles et conséquences biographiques (21.46, Février 2025)**
Elise ROULLAUD, Antoine VION



Le rapport de recherche DEFCHOR expose les résultats d'une étude des processus de mise en défaillance des entreprises qui met au jour, d'une part, la diversité des acteurs institutionnels (administratifs, juridictionnels, professionnels et associatifs) en charge du travail de prévention et de traitement des difficultés, d'autre part, les perceptions des situations et les ressources mobilisées face à ces difficultés par les chef-fes d'entreprises. Le secteur café, hôtellerie, restauration (CHR) a été retenu pour l'analyse des effets de la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19.

- **Des adultes en mode mineur. Enquête sur les procédures d'émancipation judiciaire (21.29, Décembre 2024)**

Camille FRANÇOIS, Baptiste COULMONT, Gaële GIDROL-MISTRAL



Cette recherche explore les procédures d'émancipation judiciaire en France, permettant aux mineurs de 16 ans d'acquérir une capacité juridique avant 18 ans. Entre 2016 et 2021, près de 8 716 demandes ont été enregistrées, révélant des modalités d'accès disparates. L'émancipation, initialement réservée aux classes aisées, s'est élargie après 1945, mais reste marquée par des paradoxes juridiques. La procédure d'émancipation oblige les justiciables (mineurs et leurs parents), les professionnels et les professionnelles du droit, à expliciter et à négocier la transition vers la majorité, les frontières d'âges ("chronologique", statutaire) et les hiérarchies sociales. L'étude identifie trois types d'émancipation : certifiantes-moyennes, scolaires-bourgeoises et familiales-populaires, chacune reflétant des motivations et des contextes socialement situés.

- **Les enjeux juridiques de la transition écologique des territoires menacés par la montée des eaux (21.45, Décembre 2024)**

Jean-François STRUILLLOU



Menée dans les communes les vulnérables aux effets de l'érosion côtière, la recherche analyse, à partir des mesures d'adaptation mises en place pour lutter contre la montée des eaux et ses conséquences, le changement de paradigme qui consiste à passer d'un modèle « non-soutenable » – marqué par le maintien et l'extension de l'urbanisation dans la bande côtière ainsi que par la construction d'ouvrages de défense contre la mer – à une transition écologique consistant à réduire la vulnérabilité des activités humaines à ce phénomène et à renaturer les espaces concernés. Loin d'incorporer une transition écologique « dogmatique », le changement officialisé par la loi Climat et résilience et les stratégies de gestion du trait de côte se fait de manière progressive et souple afin de favoriser son acceptabilité sociale et de ne pas heurter trop frontalement un modèle d'exploitation fondé sur l'économie bleue.

- **Appropriations différentielles des normes sanitaires et des restrictions de libertés (21.40, Décembre 2024)**
Annalisa LENDARO, Emmanuelle RIAL-SEBBAG



La recherche étudie les formes d'appropriation des mesures sanitaires et restrictives édictées durant le Covid-19. Reposant sur une monographie d'un quartier populaire de France, elle révèle quatre dimensions expérientielles des modes et modalités de réception et d'appropriation des mesures sanitaires. La dimension relationnelle opère autant dans les justifications des formes d'acceptation, de transgression et de réadaptation des mesures sanitaires que dans la régulation quotidienne des comportements et pratiques en santé. La dimension temporelle de l'appropriation des mesures sanitaires s'inscrit à la fois dans les formes d'historicité de la pandémie, dans les stratégies de synchronisation entre temps sociaux ou dans les apprentissages divers. La dimension corporelle montre l'incorporation des nouvelles pratiques et des enjeux interactionnels forts propres à la pandémie.

- **Analyse interdisciplinaire des effets éducatifs du Challenge Michelet (19.24, Décembre 2024)**
François LE YONDRE, Gaëlle SEMPÉ



Le Challenge Michelet est un dispositif éducatif d'ampleur au sein de la protection judiciaire de la jeunesse (PJJ). Cette recherche met en évidence les mécanismes par lesquels la dimension politique s'articule aux pratiques professionnelles donnant vie à ce dispositif susceptible d'infléchir les parcours des mineurs placés sous-main de justice. L'équipe de recherche privilégie une approche extensive des effets éducatifs en considérant trois niveaux articulés les uns aux autres. Le premier est relatif aux processus décisionnels et à la gouvernance. Il permet de comprendre que différentes conceptions de l'éducation par le sport co-existent à la PJJ. Le deuxième concerne l'agir professionnel.

- **Des morts en règles. Normes, appropriations et régulations autour des défunt-es durant la pandémie de Covid-19 (21.27, Novembre 2024)**
Gaëlle CLAVANDIER, Guillaume ROUSSET



La recherche s'est donnée pour objectif d'étudier les appropriations par les acteurs de terrain (services funéraires, état civil, personnels de santé) du foisonnement de normes funéraires générées dans le contexte de la pandémie de Covid-19. Elle a permis de dresser un état des lieux des évolutions juridiques des droits français, italien et suisse en lien avec les principales étapes de la trajectoire des corps des défunt-es. Elle s'est ensuite attachée à identifier les ajustements « types », les écarts aux règles et les continuums adoptés par les professionnel-les pour maintenir leurs valeurs, qui ont occasionné d'importants coûts d'ajustement et une fragilisation de l'action professionnelle, notamment en raison de la recherche fréquente de compromis entre le respect des règles et le maintien du sens du travail et du lien avec les personnes endeuillées.

- **Le suivi par le SPIP du Rhône des jeunes majeurs condamnés pour des faits commis avec violence (20.49, Septembre 2024)**

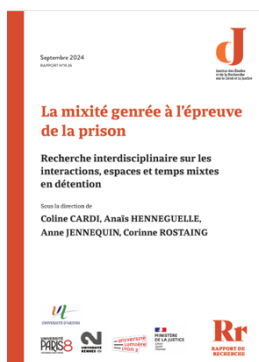
**Dominique LUCIANI-MIEN, Philip MILBURN, Magali RAVIT, Johann JUNG,
Lila MITSOPOULOU-SONTA**



La recherche avait pour ambition de déterminer dans quelle mesure le suivi des jeunes majeurs condamnés pour des faits commis avec violence mis en place par le SPIP du Rhône contribue à atteindre l'objectif de réintégration sociale défini par les Règles européennes sur la probation. A l'appui d'une démarche pluridisciplinaire (droit, sociologie, psychologie) et d'analyses quantitatives et qualitatives, les travaux montrent que la compétence professionnelle des conseillers de probation consiste à établir une relation constructive avec les jeunes majeurs concernés ; ainsi, l'évaluation des situations individuelles s'opère davantage dans le déroulement du suivi de ces probationnaires que dans une mesure préalable de leurs risques de récidive.

- **La mixité genrée à l'épreuve de la prison. Recherche interdisciplinaire sur les interactions, espaces et temps mixtes en détention. (19.35, Septembre 2024)**

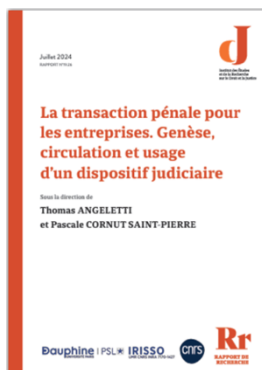
Coline CARDI, Anaïs HENNEGUELLE, Corinne ROSTAING



Cette recherche documente et interroge le processus de mixisation au sein des prisons en France, tant du côté des personnels que du côté des personnes détenues, pour en saisir les enjeux et mesurer les transformations et les résistances associées. À partir d'une démarche interdisciplinaire (droit, sociologie, socio-économie) et en mobilisant une méthodologie mixte (questionnaires, entretiens, observations) au sein de quatorze établissements pénitentiaires, l'enquête a permis d'explorer plusieurs aspects : la mixité des personnels et la division genrée du travail, les interactions entre détenus et les ajustements face au principe de séparation des sexes.

- **La transaction pénale pour les entreprises. Genèse, circulation et usage d'un dispositif judiciaire. (19.26, Juillet 2024)**

Thomas ANGELETTI, Pascale CORNUT SAINT-PIERRE



La recherche prend pour objet la convention judiciaire d'intérêt public (CJIP) qui offre une alternative aux poursuites contre les personnes morales soupçonnées d'infractions liées à la corruption et à la fraude fiscale. Issu de la collaboration d'un sociologue et d'une juriste, le rapport retrace la genèse, la circulation et les usages de la transaction pénale pour les entreprises. La recherche montre l'ascension rapide de l'accord négocié comme mode privilégié d'action publique dans la lutte contre la criminalité économique et financière. Elle décrit son importation depuis les États-Unis jusqu'en France et au Royaume-Uni dans la foulée de scandales de corruption impliquant certains fleurons de l'industrie nationale visés par l'action extraterritoriale de la justice américaine.

- **De la « dérogation » coloniale à « l'adaptation » postcoloniale (21.28, Juillet 2024)**
Marie SALAÜN, Christine SALOMON



En Nouvelle-Calédonie comme en Polynésie française, le legs colonial est souvent mobilisé pour rendre compte des particularités contemporaines de la justice pénale. Si de nombreux travaux historiques ont été consacrés au bagne d'une part, et à cette forme de justice répressive propre au contexte colonial, le régime de l'indigénat, d'autre part, la prison y est restée un angle mort de l'historiographie. La recherche avait pour ambition de dégager un éventuel modèle de l'exécution des peines sui generis, façonné tant par les représentations des spécificités de la population colonisée que par les représentations de l'ordre public colonial dans leur déclinaison locale.

- **Les procès des attentats de 2015-2016 en France. Analyse ethnographique, comparative et mémorielle (20.13, Juin 2024)**
Pascal PLAS, Denis SALAS



Dans ce contexte, la recherche, ainsi formulée dans son titre Les procès des attentats de 2015-2016 en France. Analyse ethnographique, comparative et mémorielle, est abordée selon une double approche. D'un point de vue interne, elle met en lumière les relations entre les acteurs professionnels ou non dans les salles d'audience et les enjeux de qualification au sein des instances judiciaires. Selon un point de vue externe, elle donne un aperçu de la résonance d'audiences très suivies par la presse et les réseaux numériques tout en offrant des points de comparaison avec les systèmes étrangers.

- **Pratiques et effets de la justice restaurative en France (20.09, Mai 2024)**
Delphine GRIVEAUD, Sandrine LEFRANC



Cette recherche s'est donnée pour but de comprendre et de documenter le fonctionnement de la justice restaurative en France, dans sa triple dimension de politique publique menée par le gouvernement et l'institution judiciaire, de processus mobilisant des professionnel·les et des bénévoles, et de pratiques engageant les justiciables.

A fait l'objet d'un Arrêt sur Recherche "hors les murs" à Bruxelles : 5 juin 2024

- **Contribution à une étude de la conscience du droit de la nationalité (22.48, Avril 2024)**
Émilien FARGUES, Emmanuel BLANCHARD



La procédure de réintégration à la nationalité française, ouverte en 1804, a été peu étudiée en sciences sociales. À l'ère des décolonisations, elle a offert aux ressortissant-es des anciennes colonies la possibilité de recouvrer la nationalité française perdue après les indépendances. Cette recherche explore ce dispositif méconnu à partir de 37 entretiens biographiques menés avec des personnes (re)devenues Françaises par diverses procédures, réintégration comprise, contactées grâce à un partenariat avec l'INED et un accès aux données de la deuxième édition de l'enquête Trajectoires et Origines (TeO2, INED-INSEE).

- **Le juge, quelle voix au service de la protection de l'environnement ? Contribution à l'analyse du rôle du juge administratif (21.24, Avril 2024)**
Émilie CHEVALIER



S'interroger sur le juge et la protection de l'environnement semble être une question loin d'être inédite. Toutefois, sans pour autant conclure à l'existence d'un moment particulier, il apparaît que la question du rôle du juge, et spécialement du juge administratif, en matière environnementale s'inscrit dans un contexte particulier, marqué par les crises actuelles. Le positionnement particulier du juge au sein de l'ordre juridique en a fait un garant privilégié de l'effectivité des normes relevant du droit de l'environnement. Il contribuerait alors à la protection de l'environnement, voire à la promotion de la justice environnementale. L'étude vise à s'intéresser spécifiquement à l'évolution des recours juridictionnels et à la capacité de la Justice à porter l'enjeu de la protection de l'environnement, à contribuer à la protection de l'environnement

- **Outil d'analyse de conformité des stipulations (20.44, Avril 2024)**
Malo DEPINCÉ, Agnès ROBIN, Laurent FAURÉ, Mathieu LAFOURCADE, Anne LAURENT



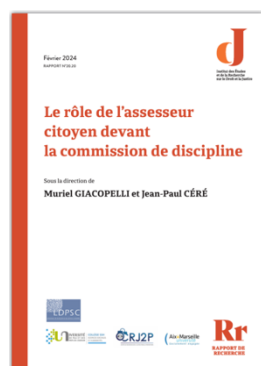
La recherche « Outil d'analyse du contenu des stipulations contractuelles » est un travail interdisciplinaire dont l'ambition était de construire un système informatique capable à la fois de relever des conditions contractuelles générales sur les sites Web et d'analyser leurs stipulations en vue d'initier une alerte lorsque celles-ci ne se trouvent pas en conformité avec des réglementations, jurisprudences ou avis d'institutions.

- **La délinquance carcérale au prisme des peines internes (19.22, Avril 2024)**
Isabelle FOUCHARD, Anne SIMON



Cette recherche propose une étude de la délinquance qui se déploie au sein des établissements pénitentiaires lorsque cette délinquance est susceptible de conduire au prononcé de peines nouvelles qui allongent le temps d'incarcération. Cette « délinquance carcérale » correspond à un phénomène bien connu des professionnels du milieu pénitentiaire mais peu documenté et jusqu'alors délaissé par les chercheurs.

- **Le rôle de l'assesseur citoyen devant la commission de discipline (20.20, Mars 2024)**
Muriel GIACOPELLI, Jean-Paul CÉRÉ



La recherche sur « le rôle citoyen de l'assesseur extérieur », a été portée par une équipe de recherche pluridisciplinaire animée par les professeurs Muriel Giacopelli (Aix-Marseille Université) et Jean-Paul Céré (Université de Pau et des pays de l'Adour), associant juristes, politistes et sociologues. L'ambition était d'interroger le rôle de l'assesseur extérieur en commission de discipline notamment à l'aune de sa « légitimité et sa crédibilité », plus de dix ans après son arrivée avec la loi pénitentiaire du 24 novembre 2009.

A fait l'objet d'un Arrêt sur Recherche : 26 avril 2024

- **Les dimensions genrées des violences contre les partenaires intimes : comprendre le sens des actes et le sens de la peine pour les auteurs afin de mieux prévenir et réduire ces violences (19.28, Mars 2024)**
Éric MACÉ



Faisant le constat que la dimension genrée des violences contre partenaire intime ainsi que la question des masculinités constituaient un angle mort des recherches et des dispositifs de prise en charge des auteurs en France, la recherche GENVIPART avait pour objectif de décrire ces dimensions genrées afin de montrer qu'elles peuvent servir de point d'appui aux politiques judiciaires et socio-judiciaire de traitement institutionnel des auteurs de ces violences, notamment dans une perspective de réduction des récidives et de prévention précoce de ces conduites.

- **De l'infraction numérique à l'accompagnement éducatif, la justice des mineurs face aux usages en ligne (20.36, Février 2024)**
Émilie POTIN, Gaël HENAFF



L'espace des infractions en présence, identifiable par les corps, ceux des victimes et des auteurs, et par des agissements sur des territoires définis, se trouve aujourd'hui « augmenté » d'une nouvelle dimension : celle de l'espace en ligne. En regard, le travail socio-éducatif est amené à s'instrumenter et à s'adapter à ce nouvel espace d'intervention.

A fait l'objet d'un Arrêt sur Recherche : 26 mai 2024

- **Les violences gynécologiques et obstétricales saisies par le droit (19.18, Décembre 2023)**
Anne SIMON, Elsa SUPIOT



L'année 2018 a été marquée par la dénonciation, parfois virulente, de pratiques qualifiées de "violences gynécologiques et obstétricales". Sous ce dénominateur se retrouve une grande variété d'actes et de comportements, regroupant tant des attitudes ou propos considérés comme déplacés par certaines patientes que des actes graves attentatoires à l'intégrité physique des personnes. Cette recherche constitue une étude juridique approfondie du droit susceptible d'être mobilisé dans ce champ.

A fait l'objet d'un Arrêt sur Recherche : 21 mars 2024

- **Une analyse économique du marché des plateformes juridiques en ligne (20.01, Décembre 2023)**
Yannick GABUTHY



La révolution numérique actuelle, portée par les algorithmes, l'intelligence artificielle ou encore le traitement des données massives, transforme le monde de la justice notamment via l'apparition des plateformes proposant des services juridiques en ligne. De par l'innovation technologique sur laquelle elles reposent, ces legaltechs contribuent à renouveler en profondeur l'offre de prestations juridiques à destination des justiciables. Le présent rapport vise à dresser un état des lieux des apports, limites et facteurs de risque associés à ce renouvellement des pratiques, cet état des lieux étant fondé sur plusieurs analyses théoriques mobilisant les outils et domaines standards de la microéconomie (à savoir l'économie publique, l'économie industrielle et la théorie des jeux).

2023

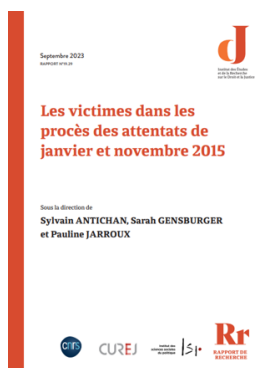
- **Les préalables obligatoires de médiation/conciliation dans le procès civil en France et en Allemagne (20.19, Novembre 2023)**
Marc VERICEL, Martin ZWICKEL



La recherche étudie de façon comparée les réglementations allemandes et françaises relatives à la conciliation préalable obligatoire ainsi que les pratiques qui s'y rapportent. Elle montre qu'il existe des différences majeures entre les deux pays dans la culture du règlement amiable des litiges : en Allemagne, les juges jouent un rôle central dans le cadre de la conciliation obligatoire, tandis qu'en France il existe déjà une infrastructure uniforme de conciliation reposant surtout sur le réseau des conciliateurs de justice bénévoles. Elle formule des propositions en vue d'une refonte substantielle du dispositif de la conciliation préalable obligatoire.

A fait l'objet d'un Arrêt sur Recherche : 12 février 2024

- **Les victimes dans les procès des attentats de janvier et novembre 2015 (19.29, Octobre 2023)**
Sylvain ANTICHAN, Sarah GENSBURGER et Pauline JARROUX



Depuis 2020, l'actualité judiciaire a été marquée par l'organisation de trois procès « historiques » du terrorisme : celui des attentats de janvier 2015 et son appel, celui des attentats de novembre 2015 – qui ont affecté Paris et l'Île-de-France – et celui du 14 juillet 2016 à Nice.

Ces procès ont été érigés en enjeux pour le système judiciaire français, notamment au regard du grand nombre de victimes parties civiles constituées, dans un contexte de revalorisation de leurs droits à participer à l'audience pénale.

- **Autonomie des personnes âgées et mesures de protection juridique. Quelle place dans le champ médical pour la volonté des personnes âgées juridiquement protégées ? (20.16, Octobre 2023)**
Camille BOURDAIRE-MIGNOT, Tatiana GRÜNDLER



Partant du constat que le droit contemporain de la protection juridique cherche à concilier protection et autonomie, l'ambition de cette recherche qui a réuni une équipe de chercheurs venus de différentes disciplines (droit, sociologie, philosophie) et des praticiens (professionnels de santé, mandataires judiciaires et magistrats) était d'étudier comment le double mouvement d'autonomisation – de la protection juridique et du droit de la santé – se concrétise ou non en ce qui concerne les décisions médicales touchant des personnes âgées bénéficiant d'une mesure de protection.

- **Archives orales des magistrats du XXe siècle : genèse d'une identité professionnelle (19.08, Octobre 2023)**
Denis SALAS et Sylvie HUMBERT



Portant sur le témoignage de douze magistrats et magistrates ayant accompli leur carrière entre les années 1970 et 2010, le second volet des « Archives orales des magistrats » montre comment l'arrivée de ces nouveaux magistrat-es issus du concours et formés à l'ENM a bouleversé les routines de la génération précédente, comment ces hommes et ces femmes investies ont profondément changé la culture judiciaire.

- **Smart contracts. La première librairie européenne et ouverte de smart contracts à destination des professionnels du droit et de la justice (17.40, Octobre 2023)**
Amélie FAVREAU



Issue d'une collaboration entre juristes franco-britanniques et informaticiens, cette recherche s'est donnée pour objectif de déposer sur une plateforme en accès ouvert un « clausier », qui répertorie sur plusieurs occurrences la traduction informatique de clauses françaises et anglaises afin de les rendre autoexécutantes sur une blockchain, ce qui a supposé de faire cohabiter un triple langage : juridique, naturel et informatique.

- **Repenser la détermination de l'âge du mineur étranger non accompagné. Perspectives empiriques et comparées. (20.35, Septembre 2023)**
Fanny JACQUELOT



La recherche invite à repenser les modalités de détermination de l'âge du mineur étranger non accompagné en proposant un dispositif qui réponde aux objectifs de régulation des flux migratoires tout en garantissant le respect de l'intérêt supérieur de l'enfant.

A fait l'objet d'un Arrêt sur Recherche : novembre 2023

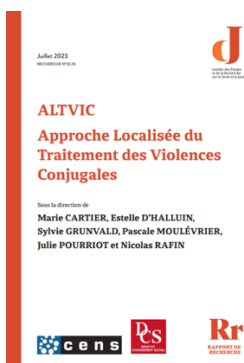
- **La traite négrière vue par l'Ecole de Salamanque (XVI^e siècle). (19.09, Septembre 2023)**
Anne-Charlotte MARTINEAU



Qu'ont dit les membres de l'« École de Salamanque » à propos de la traite négrière transatlantique qui s'est mise en place au XVI^e siècle ? A travers les discours des différents membres de la seconde scolastique, le rapport analyse la légitimité (ou non) de la traite négrière.

A fait l'objet d'un Arrêt sur Recherche : septembre 2023

- **ALTVIC : Approche Localisée du Traitement des Violences Conjugales (20.25, Août 2023)**
Estelle D'HALLUIN, Julie POURRIOT, Marie CARTIER, Nicolas RAFIN, Pascale MOULÉVRIER, Sylvie GRUNVALD



S'inscrivant dans le contexte du développement des politiques publiques de lutte contre les violences conjugales pénale afin de réprimer ces actes et instaurer une culture de protection de la victime, le rapport analyse, à l'échelle d'un territoire et sous le double regard juridique et sociologique, les modalités du déploiement de ces politiques et comment les juridictions pénales et familiales, les services enquêteurs, les collectivités territoriales ainsi que le secteur associatif s'en saisissent. Le rapport met ainsi en lumière la construction d'un maillage interinstitutionnel et associatif essentiel à la lutte contre les violences conjugales. Acteurs et actrices mobilisés dans la lutte contre les violences conjugales.

- **Production et performance de l'activité de conciliation civile en France : approches quantitatives, qualitatives et expérimentales (20.15, Juillet 2023)**
Matthieu BELAROUCI



En écho au rapport sur les modes alternatifs de règlement des différends (MARD) de l'Inspection générale de la justice (IGJ), la recherche « Production et performance de l'activité de conciliation civile en France (2-PAC) » enrichit la connaissance de l'activité de conciliation civile en France.

- **Pratiques et impacts des réponses judiciaires aux violences conjugales. Regards sur quelques initiatives locales en France (20.31, Juillet 2023)**
Charlotte FISCHER, Jérôme COURDURIES



Dans une perspective ethnographique reposant sur l'observation des pratiques judiciaires dans quatre tribunaux correctionnels et sur des entretiens auprès des professionnel·les, le rapport montre comment se développent et se diffusent les politiques pénales en matière de traitement des violences conjugales, comment elles participent à la construction d'une culture judiciaire commune entre les différents acteurs et actrices mobilisés dans la lutte contre les violences conjugales.

- **Le cancer en prison (CaPri). Vécu et prise en charge de la maladie en Unité hospitalière sécurisée interrégionale (18.32, Juin 2023)**
Philippe COMBESSIE



Cette recherche s'inscrit dans une triple perspective : médicale, épidémiologique et sociologique. Elle mobilise des données statistiques nationales et repose sur un terrain d'investigation qualitative constitué par deux des huit Unités Hospitalières Sécurisées Interrégionales (UHSI) françaises. Les UHSI, qui prennent en charge les hospitalisations de plus de 48 heures des personnes détenues, représentent des lieux centraux pour le soin et le suivi des cancers.

- **La motivation des peines correctionnelles (18.26, Janvier 2023)**
Anne-Gaëlle ROBERT, Benjamin MONNERY, Stéphane GERRY-VERNIÈRES, Yannick JOSEPH-RATINEAU



La motivation des peines étant devenue, sous l'impulsion donnée par la Cour de cassation dans ses arrêts du 1er février 2017, une obligation générale et absolue dans le champ correctionnel, la question de sa traduction dans les pratiques des juridictions du fond se pose nécessairement au regard du contexte de crise du service public de la justice et de crise de l'autorité judiciaire dans lequel cette évolution est intervenue.

**Courrier postal**

Institut Robert Badinter
Ministère de la Justice
13, place Vendôme
75042 Paris Cedex 01

Venir dans nos locaux

47 bis, rue des Vinaigriers
75010 Paris

contact@institutrobertbadinter.fr
institutrobertbadinter.fr



INSTITUT ROBERT BADINTER

Études et recherches sur le droit et la justice

L'Institut Robert Badinter (anciennement Institut des Études et de la Recherche sur le Droit et la Justice – IERDJ) a pour mission de nourrir la connaissance et les échanges sur le droit et la justice en lançant des réflexions originales et prospectives, en finançant et en accompagnant des travaux de recherche et en diffusant largement les connaissances sur les normes, la régulation et le fonctionnement de la justice, toutes disciplines scientifiques confondues.

Groupement d'intérêt public créé en 2022, l'Institut Robert Badinter est issu de la fusion de l'Institut des hautes études sur la justice et de la Mission de recherche droit et justice, deux entités internationalement reconnues.